

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

LES «NIET» DE MOSCOU

de Roberto Cestelli

Les froides rafales de «niet» provenant du Kremlin, depuis désormais trop de temps, ont refroidi l'euphorie de la R.F.A. pour les ouvertures entre l'Est et l'Ouest que la politique du chancelier Kohl avait laissé espérer, et ce vent glacial et continu a également fini par créer un mur qui, au lieu de défendre l'empire soviétique contre les infiltrations occidentales, isole de plus en plus Moscou du reste du monde et même de ses satellites. La Pologne, la République Démocratique Allemande, la Hongrie, la Roumanie et même la très fidèle Bulgarie, bien que n'osant pas encore enfreindre les impositions péremptoires du Grand Pays Frère, acceptent de plus en plus difficilement ces obligations draconiennes tellement contraires à leur intérêts économiques.

Les «niet» soviétique à toutes les propositions de l'Occident, les refus continus de s'asseoir de nouveau autour de la table de la conférence pour la limitation des armements, l'attitude opiniâtre à l'occasion de la destruction tragique du jumbo sud-coréen et la poursuite obstinée de l'occupation sanglante de l'Afghanistan ont amené l'Union soviétique vers un isolement qui semble accroître l'intolérance et la fermeté du Kremlin qui impose encore à ses satellites la logique rigide des blocs.

Honecker, l'Allemand oriental et Zivkov, le Bulgare, n'ont rien pu faire d'autre qu'obéir à l'oukase de Moscou et annuler leurs visites à Bonn fixées déjà pour le mois de septembre.

Ce qui est absurde c'est que les Soviétique avaient eux-même sollicité des liens politiques et économiques plus étroits entre les deux Allemagnes, avec l'intention évidente de stimuler le «national-neutralisme» existant chez les Allemands occidentaux pour leur faire refuser l'installation des Pershing 2 et ouvrir, de cette manière, une brèche irréparable dans les positions défensive occidentales.

Mais lorsque toutes les tentatives de séduction et les agitations pacifistes coordonnées par Moscou ont marqué leur but et que toutes les nations européennes adhérant à l'OTAN, à l'exception des Pays-Bas, ont accepté l'installation des euromissiles, Moscou a alors lancé une violente campagne qui a accusé l'Italie de militarisme et Bonn d'un prétendu revanchisme. En ce qui concerne ce dernier point, certaines déclarations du Chancelier Kohl au cours de sa visite à Moscou ont certainement prêté le flanc à cette accusation.

LES DEUX ALLEMAGNES

Seules les événements futurs pourront nous dire s'il a été positif, au nom de la paix mondiale, de briser l'unité du peuple allemand et de créer, non seulement deux Etats séparés, mais aussi une ligne factice du rapture dans le point le plus délicat de l'Europe.

La renonciation forcée de Honecker à sa visite dans la République fédérale a confirmé que les clefs du rideau de fer séparant les deux Allemagnes appartiennent encore, et solidement, aux Soviétiques. Leurs divisions armées situées au-delà de l'Elbe sont, pour Moscou, une garantie que personne ne pourra lui enlever «ses» Allemands de la République démocratique.

Toute l'obstination et tout l'appareil militaires soviétiques n'ont cependant pas pu et ne pourront pas effacer le sentiment d'unité nationale du peuple allemand. Ceci est prouvé par le fait qu'il s'est formé, entre les deux Etats allemands, bien que dans deux positions opposées, un réseau de contacts tellement dense qu'il n'a jamais eu d'égal dans d'autres pays divisés, tels que les deux Corées, les deux Yémens et même la Chine vis-à-vis de Taïwan.

Il est certain que dans le cas des deux Allemagnes il n'existe pas seulement un lien historique et culturel, mais les contacts qui les unissent sont fondamentalement de nature économique.

Il ne faut pas oublier que la République Démocratique Allemande est, de fait, un membre de la Communauté Economique Européenne dès sa constitution.

Ce fut le gouvernement de Bonn qui, au moment de son adhésion aux «Traités de Rome», demanda et obtint que ses échanges avec la D.D.R. soient considérés comme des actes de «commerce interne».

En 1957, l'Allemagne de l'Est n'avait pas encore été reconnue par les pays occidentaux, cette concession économique a déterminé toute une série de conséquences concrètes qui ont créé une situation de fait tendant à sortir naturellement du domaine des relations économiques pour entrer dans celui des relations politiques.

A Bonn, on n'en parle pas et Bruxelles semble fermer un oeil sur le fait que les marchandises de l'Allemagne orientale puissent entrer librement en Allemagne occidentale, et donc dans la Communauté, sans être soumises à des taxations, à des contingentements ou à des prélèvements agricoles.

Les statistiques officielles allemandes indiquent des échanges de l'ordre de trois milliards de dollars. Ce montant est cependant nettement supérieur, car de nombreux rapports échappent à tout contrôle et il a été calculé que pas moins de dix mille entreprises de l'Allemagne fédérale fabriquent leurs produits en Allemagne orientale où le coût du travail est considérablement plus bas.

Il est certain que la République fédérale se sent très fortement responsable vis-à-vis de l'autre Allemagne et que Bonn est disposé à faire de nombreux sacrifices économiques et d'orgueil national pour maintenir en vie l'idée de l'unité du peuple allemand.

Le gouvernement communiste de Berlin exploite au maximum les avantages lui provenant de cette situation; il tend cependant à les utiliser pour renforcer son autorité et son prestige international, ce qui crée des contrastes entre Bonn et Berlin. Mais le fait substantiel est que la D.D.R. n'a aucune intention de renoncer au bien-être général que cette situation lui a apporté.

Il est également possible que transitent, à travers la porte que Bonn a fait ouvrir à la CEE, des produits hongrois, roumains et peut-être même bulgares que le gouvernement communiste de Berlin fait passer, d'une manière désinvolte, comme siens.

Ceci expliquerait la raison pour laquelle ces trois pays regardent Bonn d'un oeil particulièrement bienveillant.

LES CONTRADICTIONS ET LE DESARROI DE MOSCOU

Bien que les successions au Kremlin se produisent sans traumatismes, elles ont cepen-

dant besoin d'un certain temps pour se consolider.

La succession au sommet du pouvoir soviétique de trois protagonistes dans le bref espace de trois ans a provoqué non seulement des incertitudes et des contradictions dans la politique interne, mais également une forme de désarroi dans la politique étrangère; cette dernière continue à être confiée exclusivement à Andreï Gromyko, l'éternel ministre glacial des Affaires étrangères de l'Union soviétique, qui la gère scrupuleusement suivant les lignes que le sommet du Kremlin lui indique.

Ces directives n'ont cependant pas suivi, au cours de ces dernières années, une stratégie à long terme et donc nécessairement souple. Ceci a été démontré non seulement par l'absurde rigidité de la rafale de «niet» qui a démoli, dans l'oeuf, toute proposition occidentale concernant aussi bien l'ouverture au colloque que les thèmes brûlants du désarmement. Ceci-disais-je - a été surtout prouvé par l'abandon précipité des tables de Genève et de Vienne et, enfin, par les vicissitudes de l'offre d'une négociation pour les armes spatiales que l'Union soviétique a solennement avancée aux Etats-Unis et que le Kremlin a ensuite rapidement retirée dès que Reagan, prenant ainsi l'U.R.S.S. à contre-pied, l'a immédiatement acceptée.

L'ILLUSION DE MOSCOU

L'empire soviétique apparaît de plus en plus comme une agrégation d'éléments hétérogènes qui tendraient naturellement à se désagréger si le pouvoir de Moscou ne les tenait pas renfermés dans un grillage de fer.

Mais il est absurde de croire qu'une forme d'empire puisse être maintenue pendant longtemps par une puissance dont le niveau de civilisation et de traditions culturelles est inférieur à celui des peuples qu'elle domine, d'autant plus que le pays dominateur est incapable d'absorber la civilisation plus avancée du pays dominé et il en a tellement peur qu'il essaie d'éviter ou de limiter tout contact avec elle.

Le colonialisme a fait son temps et s'est écroulé partout. Il survit encore, comme seul exemple anachronique, au coeur de l'Europe. Mais Moscou se fait des illusions, car sa force brutale sera battue par la seule et véritable superpuissance existante: la force du désir de liberté, une force de l'esprit qu'aucune cage n'a jamais pu renfermer.

Et la cage soviétique est déjà rongée par la rouille du temps. Ses barreaux corrodés se fendillent et le Kremlin se précipite en vain pour y remédier. Le désir de liberté augmente non seulement dans les pays satellites, mais aussi à l'intérieur de l'U.R.S.S. elle-même, où les idéaux de la Révolution d'Octobre, supprimés par un totalitarisme bureaucratique imposant, n'ont laissé qu'un souvenir lointain et de plus en plus voilé

LE SPHINX SOVIETIQUE

L'essence de l'esprit du pouvoir soviétique est un mélange extraordinaire de désir de puissance et de frustration. Le matérialisme qui s'inspire en limite toute capacité de développement idéal et l'appareil bureaucratique, construit pour réaliser le socialisme réel, a emprisonné le système.

La révolution marxiste était déjà morte à Kronstadt lors de sa première phase de réalisation et le communisme a été dépassé par le développement de la civilisation. La patrie du socialisme réel n'a su créer que des armements, des guerres et des oppressions, tout sauf le bien-être et le bonheur des hommes.

Mais lorsqu'un pouvoir n'est pas en mesure de satisfaire les attentes légitimes du peuple pour ne pas reconnaître ses propres erreurs, et donc sa défaite, il finit toujours par créer des dérivatifs pour faire retomber sur d'autres ses fautes et pour distraire ainsi l'attention du peuple.

C'est ce qu'a fait le pouvoir soviétique qui a présenté le monde extérieur comme un démon, donc comme un ennemi menaçant et prêt à l'agression.

En réalité, le peuple soviétique, qui est fondamentalement pacifique, n'a absolument pas accepté cette conception de l'Occident; au contraire, il envie son bien-être, mais le souvenir extrêmement douloureux de l'agression nazie lui fait accepter l'idée, et jusqu'à présent les sacrifices qui en découlent, pour la réalisation de ces énormes armements qui lui sont présentés comme une nécessité défensive.

Le comportement des soldats soviétiques envoyés pour réprimer la révolte de Budapest et encore plus pour étouffer le printemps de Prague où l'on voulait construire un socialisme au visage humain, a été tout à fait différent.

Où se trouvaient les ennemis? A Prague, ils furent même accueillis par des chants et des fleurs, ils étaient les envahisseurs d'un peuple socialiste et ami.

Le Kremlin eut une telle peur d'une contagion que six ans plus tard, à la naissance de Solidarnosc, il menaça d'envahir la Pologne, tout en évitant soigneusement de faire intervenir ses divisions armées, car le danger d'une contagion était plus grand encore dans le cas de la Tchécoslovaquie.

Le sommet politique du Kremlin est en même temps extrêmement réservé et ambigu, à un point tel que même les politologues les plus avertis arrivent difficilement, et jamais d'une façon sûre, à interpréter les signaux ou le peu de nouvelles provenant du Palais du Sphinx soviétique.

Après la dure intervention pour contraindre Honecker et Zivkov à annuler leur visite à Bonn, le Kremlin semblait avoir fait baisser au minimum la température de ses rapports avec l'Occident et la réouverture d'un dialogue avec les USA semblait impossible, tout au moins jusqu'après les élections présidentielles américaines.

Puis, à l'improviste, la nouvelle que Gromyko se rendra, d'ici peu, à Washington pour rencontrer Reagan; ce sera la première visite du ministre des Affaires étrangères soviétique dans la capitale des USA depuis 1978.

Essayons de mettre de l'ordre dans les faits et d'en interpréter la signification.

A) Antécédents

Après la retraite du Kremlin devant l'acceptation rapide et imprévue de Reagan de la proposition soviétique d'un désarmement spatial, la Maison-Blanche déclenche une offensive publicitaire sur les possibilités offertes par les satellites défensifs mis en orbite dans l'espace. Les USA se déclarent techniquement en mesure d'en réaliser et d'en mettre en service, en l'espace de quelques années à peine, une série capable de supprimer 98% au moins des missiles stratégiques que l'Union soviétique pourrait lancer sur son territoire. C'est la fin de la situation de stagnation - du MAD (Destruction réciproque assurée) - les armes stratégiques nucléaires deviennent pratiquement inutiles.

B) Premier épisode - 5 septembre 1984

Le maréchal soviétique Orgakov, chef d'état-major des forces armées soviétiques, est inopinément et sensationnellement destitué de cette charge très importante.

Orgakov paie-t-il maintenant le fait d'avoir soutenu, il y a deux ans, la candidature d'Andropov et d'avoir fait ainsi rejeter celle de Cernienko qui a profité de l'occasion pour solder un compte, ou sa défenestration est-elle due, plutôt, à un conflit au sommet du Politburo sur un choix d'une importance stratégique primordiale?

Il semble qu'à la suite du tournant imprimé par les USA avec les armes défensives spatiales, Orgakov se soit opposé à d'autres investissements soviétiques pour de nouveaux missiles stratégiques et qu'il ait demandé un changement décisif dans le budget du pays pour développer et améliorer l'armement conventionnel.

Sa prise de position, publiée dans l'«Etoile Rouge», a irrité les membres les plus autorisés du Politburo (Gorbatchev, peut-être): en effet, si sa thèse avait été adoptée sa position serait devenue trop forte et insupportable dans un système qui a toujours exigé la subordination des militaires aux politiques.

C) Deuxième épisode - 8 septembre 1984

Michaïl Gorbatchev, considéré comme le numéro deux du Kremlin, affirme, lors d'un discours prononcé à Sofia, que tout le bloc des pays communistes est obligé de renforcer ses propres défenses.

«Ceci prend une partie considérable de nos réserves - a dit textuellement Gorbatchev - mais les pays de la communauté socialiste n'ont pas d'autre choix. Nous sommes obligés d'agir de cette manière pour défendre les conquêtes socialistes de nos peuples».

S'agit-il d'une menace à l'OTAN?

D) Troisième épisode - 11 septembre 1984

Un changement soudain se vérifie dans les rapports USA-URSS. Le président Reagan annonce avoir invité à Washington le ministre des Affaires étrangères soviétique Gromyko et que la rencontre, déjà acceptée, aura lieu le 28 septembre prochain.

E) Quatrième épisode - 12 septembre 1984

Le Département de l'Agriculture des Etats-Unis communique que le plafond des ventes de blé à l'URSS passera, avec effet immédiat, de 12 à 22 millions de tonnes.

Quelle signification ont ces nouvelles, dans leur ensemble?

Quelle est la véritable pensée du Sphinx soviétique?

UNE INTERPRETATION LOGIQUE POSSIBLE

Le Kremlin suit une stratégie impérialiste qu'il fait passer vis-à-vis de l'opinion publique nationale, non pas comme une nécessité défensive territoriale, mais comme des conquêtes socialistes du peuple soviétique.

Toutes ses actions agressives directes (Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968, Afghanistan 1980-1984) sont, en conséquence, toujours justifiées comme des interventions demandées par un gouvernement «frère» pour la défense des principes de la révolution socialiste.

Mais le mandat présidentiel que les USA ont confié à Reagan et sa politique de puissance ont surpris l'URSS au milieu d'une série de crises au sommet dérivant de la succession rapide Brejnev-Andropov-Cernienko; ceci explique l'hystérie qui a caractérisé la politique étrangère soviétique pendant cette période et dont la destruction du jumbo sud-coréen du 1^{er} septembre 1983 a constitué la phase extrême.

La nouvelle stratégie américaine qui se déplace, peu à peu, du MAD au bouclier stellaire, déjà annoncée par Reagan en avril 1983, et dont il a été récemment diffusé la nouvelle de sa mise au point technique et de sa réalisation accélérée, a pris au dépourvu la lente et lourde machine bureaucratique de l'appareil soviétique.

Orgakov, chef d'état-major des forces armées soviétiques, se rend compte de cette réalité nouvelle et hausse le ton de sa voix pour lancer un avertissement et suggérer un changement dans la production des armements de l'URSS; mais il est écrasé par l'appareil bureaucratique.

Nous estimons, cependant, que nous entendrons encore parler d'Orgakov.

Le message contenu dans le discours de Gorbatchev est clair: l'URSS est affaiblie par le coût des armements et les autres frais seront soutenus en dépit des programmes de bien-être promis dans le cadre du plan quinquennal en cours. Plus de canons et moins de beurre, dont le peuple soviétique a, depuis toujours, peu de nouvelles.

La production céréalière de 1983 s'est élevée, en URSS, à 180 millions de tonnes, par rapport à un besoin de 220. Un déficit énorme, et les prévisions de la production 1984 laissent craindre qu'il ne se répète encore.

Les USA possèdent, comme d'habitude, des stocks de superproduction de blé dont une partie est encore invendue.

L'arme du blé et l'intérêt économique peuvent faire sentir leur poids lors de la confrontation politique des deux superpuissances.

L'URSS considère désormais comme certaine la victoire de Reagan aux prochaines élections et préfère, donc, être tout de suite aux côtés du vainqueur prévu, plutôt que devoir l'affronter comme un ennemi encore plus contrarié une fois qu'il aura gagné sa bataille électorale.

Gromyko se rend à Washington, Reagan ouvre ses silos à l'URSS et les agriculteurs américains, qui se préparent à vendre dix millions de tonnes et à encaisser un milliard de dollars, voteront certainement pour lui.

Une lueur va-t-elle éclairer inopinément les rapports Est-Ouest?

Nous le saurons le 28 septembre, mais nous pensons que oui: l'intérêt des deux superpuissances coïncide.

L'URSS lancera alors encore plus ses flèches contre Bonn et l'accusera de revanchisme, tout en maintenant la tension à ses frontières européennes.

Si l'URSS utilisait une partie de ses énormes (et inutiles) frais militaires pour l'agriculture, elle pourrait atteindre et dépasser l'autosuffisance alimentaire pour son peuple; les vingt-deux millions de tonnes de superproduction céréalière étasunienne pourraient ainsi être mis à la disposition du tiers monde et sauver de la faim cent millions de personnes.

Rome, le 14 septembre 1984

R.C.

ABONNEMENTS

<i>Italie:</i>		<i>Pays extra-européens:</i>	
ordinaire	lires 10 000	ordinaire	USA \$ 15
de soutien	lires 30 000	de soutien	USA \$ 40
<i>Autres pays européens:</i>			
ordinaire	ff. 120	(ou contre-valeur dans une autre monnaie euro-	
de soutien	ff. 250	péenne - ou dollars)	

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1984. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «Bulletin Européen» - Foro Traiano, 1/A Rome.

POUR UNE NOUVELLE CULTURE DE LA PAIX

de Luciano Bolis

Ce qui a fait naître le Mouvement pour la Paix a été l'invention des armes nucléaires tactiques, qui a rendu plus labile la frontière entre les guerres conventionnelles et nucléaires.

L'idée même de guerre a changé. Autrefois il y avait la victoire de l'un sur l'autre, alors que l'emploi des armes nucléaires déboucherait sur une destruction réciproque et totale.

En fait, c'est comme si la génération des vivants niait la vie aux générations futures. Lorsqu'il s'agit d'animaux, on ne connaît pas de progrès d'une génération à l'autre, mais l'homme a ceci de particulier, qu'il reçoit l'héritage des autres. Tout cela finirait pourtant avec l'holocauste nucléaire!

La paix doit donc devenir le bien suprême. Mais quelle est la bonne attitude à prendre contre les dangers d'une guerre nucléaire? Et quels pourraient être les moyens pour assurer une paix durable?

Vis-à-vis du danger d'une guerre nucléaire, comme nous le suggère Nicoletta Mosconi dans un article éclairé paru en février sur *Federalismo militante* et dont je me suis largement inspiré, «il faut éviter la réponse qui consiste à croire qu'il n'y a rien pour quoi cela vaille la peine de mourir, car la paix deviendrait alors une sorte de survie dépourvue de toute valeur réelle». Cette attitude paralysante doit être évitée, car la paix doit s'accompagner de l'espoir en une vie meilleure. Autre question: est-ce qu'il peut y avoir une guerre «juste»? Cette question relativise la paix comme valeur absolue.

Les moyens d'une paix durable doivent correspondre à l'identification d'objectifs politiques valables. Il faut donc élaborer une «culture de la paix» qui présente des alternatives à la culture de la guerre dont nous sommes les héritiers involontaires.

En fait, les valeurs de justice et de liberté n'ont pas pu s'affirmer historiquement en dehors de la guerre; mais elles appartiennent en même temps à la sphère de la paix, sans quoi elles subiraient un processus de dégénération nationaliste. Le pacifisme traditionnel s'est manifesté, soit comme négation individuelle de la guerre, soit comme volonté de faire la guerre à la guerre.

Il faut mieux définir les concepts de guerre et de paix et, en premier lieu, ne pas confondre la guerre avec la violence, car il y a d'autres violences que la guerre. La guerre en tant que conflit entre Etats n'a pas encore été l'objet de réflexions autonomes. Les idéologies tradi-

tionnelles considèrent la guerre comme l'épiphénomène de toutes les violences: la seule forme de violence que les hommes ne sont pas encore arrivés à soumettre au droit.

En ce qui concerne la paix, il ne faut pas la confondre avec l'absence de guerre, qui ne serait qu'une trêve. La vraie paix consiste en l'impossibilité de la guerre, en empêchant les Etats de régler leurs conflits par «la loi du plus fort».

L'inégale distribution du pouvoir dans le monde a poussé les plus faibles à se soumettre aux plus forts. La paix perpétuelle dont parle Kant est réalisable à la condition que tous les Etats acceptent de se soumettre à un pacte fédéral, à réaliser à l'échelle mondiale.

Einstein a écrit en 1946 que le seul espoir était d'assurer la paix par des organes supranationaux. Eliminer le danger nucléaire par le désarmement est une illusion! Le vrai danger consiste en ce que l'humanité possède désormais les connaissances nécessaires pour produire des armes nucléaires.

Par ailleurs, on ne peut pas toucher à l'armement nucléaire sans toucher en même temps à l'armement conventionnel. Le désarmement est donc lié à l'abandon des souverainetés nationales.

L'union mondiale n'est certes pas réalisable aujourd'hui, mais elle n'est pas une idée abstraite. Il s'agit d'individualiser des objectifs stratégiques allant dans cette direction.

En fait, la politique internationale est toujours plus conditionnée par la dégénération des rapports entre les deux superpuissances; mais nous sommes entrés maintenant dans une nouvelle phase qui remplace le bipolarisme.

Le décrochage de l'Europe et de la Chine des deux superpuissances et les essais autonomistes du Tiers Monde ont créé des réactions de l'URSS et des USA, qui répondent aux crises locales avec des moyens militaires.

La seule issue de la crise du bipolarisme est d'accélérer le processus vers le multilatéralisme. Une Europe unie peut aussi jouer un rôle important, car l'installation de missiles soviétiques et américains en Europe renforce la division des sphères d'influence respectives.

Il faut donc élaborer des propositions qui aillent à l'encontre des tendances actuelles vers le réarmement. Un choix possible est celui de la *défense territoriale*, qui emploie des armements uniquement défensifs, alors que la population devrait aider en même temps avec la résistance passive et le sabotage.

Cette défense territoriale devrait permettre à l'Europe de repousser des attaques conventionnelles sans avoir recours aux armes nucléaires. De la sorte, l'Europe dépasserait également une politique militaire basée sur le principe de l'équilibre dans le domaine conventionnel.

Cependant cela ne devrait pas exempter l'Europe de l'obligation d'avoir des armes nucléaires, tant qu'en auront les deux superpuissances, mais uniquement de caractère stratégique, à savoir pour dissuader une attaque nucléaire de la part des autres.

Renoncer préalablement à tout armement nucléaire équivaldrait, par contre, à une forme de désarmement unilatéral à mon avis inacceptable, car cela représenterait l'acceptation passive de la situation de puissance qui existe actuellement dans le monde. Nous devons changer le monde en assurant la paix par le fédéralisme.

Un autre domaine où l'Europe pourrait jouer un «rôle pacifique» est celui du Tiers Monde, qui a été soumis jusqu'ici à la règle du bipolarisme le plus rigoureux. L'Europe devrait donc devenir une organisation capable de se défendre, sans dépendre pour autant d'aucune des deux superpuissances. Les pays sous-développés y trouveront de plus grandes opportunités de s'épanouir de façon autonome et adéquate. Une politique de collaboration avec le Tiers Monde soustrairait les rapports Nord-Sud au jeu toujours dangereux des rapports Est-Ouest.

L. B.

Président Maison d'Europe - Rome

LE FRANÇAIS, LANGUE COMMUNE POUR L'EUROPE.

Prof. E. Esenkova

L'Europe est, de nos jours, plus une entité culturelle qu'une délimitation géographique. Ainsi, par exemple, vers l'Est elle s'étend jusqu'à l'Oural, englobe le Caucase et incorpore les pays du Levant (tels la Turquie, Israël) y compris Chypre et les Iles du Dodécanèse. Les populations qui y vivent sont dites européennes et pratiquent, souvent, des langues et croyances et même des alphabets différents, extra-européens: les Turcs sont musulmans et parlent le Turc alors que les Israéliens pratiquent le judaïsme et parlent l'hébreu. Cependant une mentalité commune unit tous les Européens: le respect de l'homme, de sa dignité, de sa liberté et de ses activités.

Au cours des siècles, ces valeurs furent souvent négligées, tolérance et compréhension ignorées, l'isolement et l'agression prévalurent, le bon voisinage et la coopération furent rejetés. Par bonheur, les activités économiques forcèrent les contraintes, la coexistence fut réalisée, ne serait-ce que sur le plan commercial et diplomatique.

Toute coopération repose sur une communication possible et cela au moyen d'une langue commune. Ainsi avait été adopté le français (la langue franque, *lingua franca*). Pourquoi le français?

Le français avait les qualités d'une véritable langue commune: facile à apprendre, suffisamment répandue, largement pratiquée.

Une langue inventée, artificielle ne peut pas servir de langue commune. C'est pourquoi l'espéranto reste toujours une fantaisie. Par ailleurs, une langue commune ne peut, non plus, être imposée par la force. Si cela avait été possible, la russe aurait été acceptée comme langue commune en Union soviétique et dans les pays satellites sous contrôle soviétique.

Malgré les efforts et les contraintes réitérés de l'URSS pour imposer la langue russe dans les écoles des pays soumis, les populations ont persévéré à parler leur propre langue. De plus, dans les écoles, élèves et étudiants, tout en se méfiant des conséquences, ont préféré au russe le français (ou l'allemand, moins l'anglais pour des raisons de sécurité), langue de circulation large, toujours en vogue dans ces pays. Pour ne prendre qu'un exemple: à l'heure actuelle, 65% des écoliers et étudiants en Roumanie apprennent le Français.

Il s'ensuit, que la langue commune doit, en outre, être aimée et considérée comme utile. Enfin, elle doit comporter certaines ressemblances, quelques affinités avec les langues maternelles des populations respectives ou bien porter les traces des emprunts faits.

Envisagé comme tel, le français est la langue naturellement désignée à être le meilleur instrument de communication des Européens. Effectivement, elle est depuis des

années déjà acceptée par l'élite intellectuelle de la plupart des pays européens. Le Prof. F. Friedensburg, ancien maire-gouverneur de Berlin (1965) et membre du Parlement fédéral allemand l'avait clairement affirmé (v. Le Français langue de l'Europe, Bruxelles 1970, p. 249-252). Beaucoup d'autres l'ont suivi (v. E. Esenkova: Une langue commune pour le Marché commun, in Yeni Gazete, Istanbul 10 oct. 1970).

Des Comités officiellement constitués dans les pays membres du Conseil de l'Europe pour faire du français la langue commune de l'Europe s'évertuent à faire triompher l'idée.

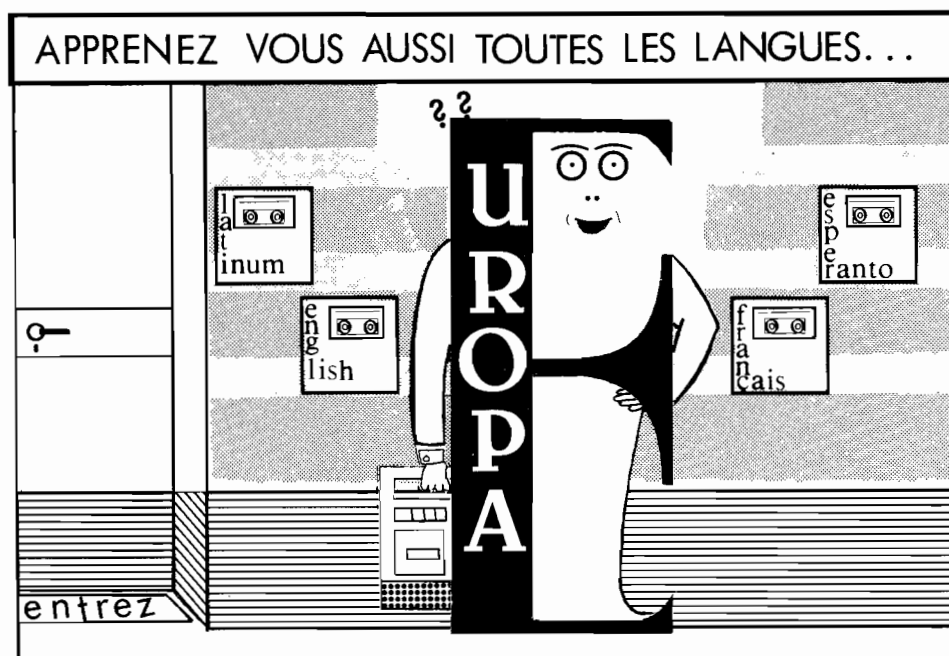
Le français a l'avantage, quant aux contrées du Sud-Est européen, des Balkans et du Bassin égéo-méditerranéen, d'avoir véhiculé dans le passé, mais aussi de nos jours, les idées européennes. Dans les relations les plus anciennes (cf. Croisades) tant commerciales que culturelles, le français a été le seul moyen de communication et dont on ne pouvait pas se passer. Attitudes, gestes et expressions ont été dits en français, objets et marchandises importés d'Europe furent appelés d'un nom français (ou francisé). Ce

procédé a continué, sans interruption, jusqu'à aujourd'hui. L'exemple turc, à lui seul, est éloquent et édifiant: les termes français adoptés, par milliers, sont à tel point turquisés et profondément enracinés dans la langue que seuls les spécialistes (linguistes-philologues) peuvent en deviner l'origine (l'étymologie). Pour les Turcs, ces mots français font aujourd'hui partie intégrante de la langue turque (v. E. Esenkova: Influence Française dans la Langue Turque, Lauvain 1960), exactement comme les Anglais qui ne considèrent pas du tout étrangers les innombrables mots français de leur langue. Cet état est également celui du roumain, qui, en outre, est une langue soeur du français.

Pour conclure, le français a été et est désigné, depuis longue date, à devenir le moyen commun de communication, la langue commune des pays de l'Europe.

Prof. E. Esenkova
prof. (Istanbul-Frankfurt)

Istanbul, le 15 août 1984.



«Quelle langue pour moi ?»

LES ECHANGES EST-OUEST DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe vient de demander à la Fondation Européenne de la Science, de surveiller l'évolution des échanges scientifiques et universitaires Est-Ouest et d'étudier le bien-fondé de l'allégation selon laquelle ces échanges seraient à l'avantage de l'Est.

Dans une Résolution adoptée récemment, l'Assemblée des «21» exprime la crainte que toute tentative visant à entraver la circulation des informations d'ordre technologique ne risque d'étouffer la communication entre les hommes de science, qui est bénéfique à tout le monde.

La liberté et l'indépendance dont les institutions universitaires jouissent à cet égard, ainsi que le caractère ouvert de la recherche fondamentale et universitaire constituent des valeurs essentielles de la démocratie parlementaire et pluraliste à laquelle le Conseil de l'Europe est résolument attaché, indiquent les parlementaires. Selon eux, on ne devrait recourir qu'en dernier ressort à des mesures allant à l'encontre de telles valeurs.

Le nouveau rôle préconisé pour la Fondation Européenne de la Science consisterait à déterminer, au moyen d'études que ses institutions effectueraient en toute indépendance, s'il est exact que la réciprocité des accords d'échange est bafouée et si dans l'affirmative - l'Occident a d'autres options que le resserrement des contrôles.

Dans cette même Résolution, l'Assemblée demande aux gouvernements membres:

- de coopérer plus efficacement avec le Comité de Coordination pour le contrôle multilatéral des exportations (COCOM) en vue de restreindre les acquisitions illicites de technologie;
- d'appuyer la reprise, en temps utile, des travaux effectués au sein de l'OCDE sur l'évolution des transferts de technologie de l'Ouest vers l'Est.

L'EUROPE SELON JOBERT

de Ludovico Luciolli

Trois mois avant les nouvelles élections des membres de l'Assemblée européenne au suffrage universel l'ancien ministre des Relations Extérieures (sous le précédent régime) et du Commerce Extérieur (sous l'actuel régime) Michel Jobert expose ses réflexions sur l'Europe avec le Centre d'Etudes du Mouvement des Démocrates au cri de «Vive l'Europe libre!», qui est le titre de son livre publié en mars par les éditions Ramsay.

«Vive l'Europe libre» des conditionnements américains à l'Ouest (au moment où les Etats-Unis sont plus intéressés aux relations du côté du Pacifique, à la suite du développement du Japon selon, aussi, Stanley Hoffmann qui est cité et, on pourrait ajouter, après que Reagan pendant sa visite en Chine ait passé avec celle-ci d'importants accords), et «Vive l'Europe libre» de la domination soviétique à l'Est.

«Vive l'Europe libre», en tout cas, de son partage entre les USA et l'URSS effectué à Yalta, confirmé à Helsinki et encore aux Conférences de Belgrade et de Madrid.

Aujourd'hui l'Europe est ancrée «à son continent et au bloc africain»: puisque «sur les rivages d'Afrique, depuis l'Atlantique jusqu'au-delà du Canal de Suez», «le monde

arabe a tout à perdre en acceptant la tutelle ruineuse des deux Grands, aidons-le»: «la vocation du lendemain, pour tous ces pays, c'est un marché commun de l'énergie et des matières premières liant l'Europe, l'Afrique et le Proche-Orient».

En outre, en examinant les échanges, on s'aperçoit que les grands partenaires de la CEE sont déjà l'Afrique et le Proche-Orient pour 173 milliards de dollars, l'Europe même (hors CEE, y compris l'URSS) pour 196 milliards de dollars, contre 91 milliards de dollars d'échanges avec les USA, qui par contre en ont pour 131 milliards de dollars avec l'Extrême-Orient, 151 milliards de dollars avec les autres pays d'Amérique, et dont «le commerce avec le seul Canada» est «à peine inférieur à la totalité des échanges effectués «avec la CEE (ces chiffres regroupent les échanges totaux, importations + exportations, de 1982).

Le lien entre la Communauté et les pays de la Méditerranée est d'ailleurs confirmé par le chiffre de 20 milliards de dollars résultant, dans la balance de 16 milliards de dollars des opérations courantes européennes, en 1982 comme «rapatriement des salaires des travailleurs immigrés: indice qui montre à la fois l'ouverture de la Com-

munauté sur les pays de la Méditerranée, mais aussi le déséquilibre social que représente l'appel à une main-d'oeuvre extérieure pour les travaux jugés les plus rebutants».

LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Et aujourd'hui l'Europe économique pourrait retrouver son unité de change dans l'ECU, matérialisé en un «billet bleu» qui «obtiendra dans le monde un succès certain étant donné l'importance commerciale de l'Europe», au lieu de «conserver le dollar comme seule monnaie internationale, donc comme seule monnaie européenne», car «nous encourons un risque infiniment plus grave. Car nous sommes au bord du gouffre monétaire. On se souvient de la grande crise de 1930. Celle qui nous guette la dépasserait en ampleur et en ravages. Elle peut survenir à tout instant».

«Le dollar est une monnaie supranationale, sans qu'existe une autorité supranationale. Les eurodollars qui tournent dans le monde, sans être utilisés pour des achats outre-Atlantique, sont des dettes des Etats-Unis, le pays le plus endetté du monde, créés pour tout acheter et dont ceux-ci se lavent aujourd'hui les mains».

«Il faut démontrer publiquement les mécanismes et les méfaits d'un système monétaire subtilement colonial, dont les Etats-Unis ont abusé et dont ils ne cherchent pas à se défaire».

LA POLITIQUE SOCIALE

La politique économique commune implique aussi une politique sociale commune, qui s'efforce entre autre «d'harmoniser les niveaux des prélèvements et des transferts publics entre les Etats», qui représentent «pratiquement 16% en moyenne du produit intérieur de la Communauté» (ils «vont, en 1983, de 3,1% pour le Danemark à 21,5% pour la France»), et qui doivent être bien mieux régularisés puisqu'actuellement, par exemple, au sein de la CEE le chômage «relève de la politique régionale. Pour le combattre la CEE verse des subventions à

des entreprises venant créer des emplois dans les zones les moins favorisées de l'Europe, se substituant ainsi aux budgets nationaux d'aménagement du territoire. Ce n'est ni très efficace, ni toujours très sérieux, les considérations politiques, la volonté d'organiser un juste retour ou une compensation se substituant le plus souvent à l'analyse économique».

Il faut donc «qu'il y ait, entre les Etats, un accord sur un niveau minimal de prestations, et sur les modalités de leur financement: les uns ont recours aux cotisations, d'autres à l'impôt direct, d'autres encore aux prélèvements indirects».

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

La politique économique commune implique également une politique industrielle commune, à travers «le rassemblement des moyens, la réalisation d'économies d'échelle et la définition de stratégies communes».

Après l'«opposition» de l'Amérique à la construction d'une Europe industrielle, et son assurance qu'en dehors du charbon et de l'acier celle-ci ne progresse «dans les secteurs clefs que sous son contrôle» («ainsi en est-il des techniques de pointe dont IBM est le prince en Europe»), «toutes dépenses confondues, l'industrie intervient pour 2,5% dans le budget des commissions, soit l'équivalent de 4 milliards de francs, environ le prix d'une douzaine d'Airbus, moins d'un mois de production de la Régie Renault, l'équivalent du chiffre d'affaires de la 150^e entreprise européenne».

Plutôt que de se borner à gérer ses infirmités, la Communauté gagnerait à planifier son avenir industriel. Au lieu de cela, des méfiances réciproques poussent les uns et les autres à s'allier à leurs concurrents américains ou japonais pour en faire, en fin de compte, les arbitres de leurs querelles. Depuis l'alerte pétrolière de 1973, dix années se sont écoulées dans l'immobilisme».

«Une fois encore, la Communauté n'a pas suscité l'effort d'épargner» et investir suffisamment. «A l'échelle du monde, les grandes actions purement nationales sont aléatoires, telle est la leçon pour l'espace, l'électronique, l'informatique».

Quel est l'essentiel de cette politique?

«L'énergie. L'électronique et le traitement de l'information. La chimie fine et les biotechnologies. L'aéronautique et l'espace».

Cette politique définit une stratégie du développement et d'indépendance, facilite la conjonction des intérêts nationaux».

LA POLITIQUE AGRICOLE ET L'ADHESION DE L'ESPAGNE

Quant aux conséquences sur la politique agricole de l'adhésion de l'Espagne (qui déjà exporte 90% de ses produits vers la CEE, avec «l'émotion annuelle des producteurs de fruit du Roussillon» à l'égard de ces produits, et qui avec ses vins «émouvra» les producteurs italiens qui perdront d'importants et fructueux débouchés vers l'Europe du Nord), à cause des différences entre ses coûts et ses prix et ceux de la CEE il faudra entre autres: ou admettre l'Europe agricole «à deux vitesses», pendant que la CEE donnera à l'Espagne les moyens de reconvertir sa production, ou bien accepter «ce que proposent nos partenaires de l'Europe du Nord: adhésion en trompe-l'oeil d'abord, discussions des problèmes ensuite, sous l'oeil satisfait des Britanniques».

En tout cas «l'adhésion de l'Espagne sera un poids très lourd pour l'Europe et pour l'Espagne. Il faut méditer l'exemple de la Grèce, dont l'économie agricole est aujourd'hui mise en péril par une adhésion hâtive et mal préparée».

LA FORMATION DES INSTITUTIONS

Par quelles institutions est-il possible d'atteindre tous ces buts, après que, «pour bénéfique et salvatrice qu'elle ait pu être, au moment du Plan Marshall et de la création de l'OECE, l'action des Etats-Unis ne pouvait déboucher sur une construction européenne indépendante» et que «l'immense mérite du gouvernement français, inspiré par Jean Monnet, fut de proposer, le 9 mai 1950, à la surprise générale, cinq ans à peine après l'apocalypse nazie, la mise en commun des ressources charbonnières et sidérurgiques de

la France (qui se faisait depuis plus de vingt ans le champion d'une Europe unie) et de l'Allemagne».

Par quelles institutions encore, après que cet «immense mérite du gouvernement français» donna ensuite lieu à la création de la CECA, et après que de Gaulle «sut accepter sans arrière-pensée le système du Traité de Rome et tenta plus tard «loyalement l'ouverture» à l'Angleterre, qui entra dans la CEE dès que Pompidou «se fut convaincu des sincérités européennes» de Heath?

LA DEFENSE

«En octobre 1972, Pompidou déclarait: le jour où il y aura une politique de l'Europe, il y aura forcément un problème qui se posera de la sécurité européenne, donc de la défense».

A ces propos, Jobert envisage «une défense européenne libre», à travers, entre autres, «le développement d'une famille de satellites d'observation militaire, communs à tous les pays de la Communauté, permettant à notre continent, aujourd'hui aveugle, contraint de mendier les informations essentielles pour ses intérêts auprès de l'état-major américain, de connaître instantanément la menace qui l'environne», car «notre sécurité sera assurée lorsque l'Europe acceptera enfin de s'affirmer pour elle-même au lieu de se définir, de s'organiser par rapport aux Etats-Unis».

«Les Etats-Unis, les premiers, pourraient favoriser la manifestation d'une volonté européenne. S'ils veulent aider notre continent et si, comme ils le disent, les accords qu'ils passent avec l'Union soviétique n'ont d'autre objectif que la paix. Il leur suffit pour cela:

- de quitter la Méditerranée où leur présence et celle des Soviétiques ne sont synonymes que de mort et d'échec;
- d'accepter que l'Alliance Atlantique évolue vers une alliance strictement européenne, dont ils s'éloigneraient progressivement;
- d'aider l'Europe à construire une industrie d'armements, comparable à la leur, par transfert de technologies, et en renonçant à la concurrence faite à nos industries de

pointe, en Europe même;

- de cesser enfin d'agir comme si la subordination des Etats européens était compatible avec une détente véritable».

Une politique européenne de défense implique nécessairement que des distances soient prises par rapport aux Etats-Unis: lorsqu'un enfant grandit, il ne peut devenir adulte que dans la mesure où il s'éloigne de ses tuteurs, de ses maîtres, de ses parents».

Et, en même temps que la force de dissuasion anglaise reste trop liée aux Etats-Unis pour être considérée comme européenne, il convient que la même force française, «tant qu'il n'existera pas de peuple européen, reste sous contrôle national et la France ne peut en être que le seul maître d'oeuvre».

LA POLITIQUE CULTURELLE

L'Europe politique implique également une Europe culturelle.

Actuellement,

- «les cultures européennes sont en crise. Chansons et musiques d'outre-Atlantique»

sont soutenues «par une exceptionnelle organisation commerciale»;

- «les séries américaines, présentes sur tous les écrans de télévision», forment «des objets de conversation dans tous les foyers européens»;

- «les jeux animés par des micro-ordinateurs» et toute l'informatique qui révolutionne la communication», sont «programmés à l'étranger»;

- «l'essentiel est importé et partout en Europe les enfants connaissent mieux les héros des faits divers américains»: «Starsky et Hutch plutôt que des héros qui leur sont sociologiquement plus proches». «Or l'infrastructure exigera d'ici à la fin du siècle des moyens de plus en plus considérables. Une politique commune destinée à développer l'immédiate infrastructure de la culture serait bien plus utile pour l'avenir culturel du vieux continent que n'importe quelle action visant à créer une architecture ou un cinéma européen. Ainsi dans l'audiovisuel, il s'agit de perfectionner, voire de découvrir, les moyens de diffusion et de favoriser la création de programmes nationaux».

QUESTIONS

Ce livre, a-t-il été écrit par monsieur Jobert pour la campagne électorale?

Est-ce pour cela qu'il ne donne le mérite de la naissance de l'union européenne qu'à la France (où étaient, après la Seconde Guerre mondiale, Adenauer, Schuman, De Gasperi, Martino et les autres)?

Est-ce pour cela qu'il concentre cette campagne sur l'anti-américanisme, lorsque le rapprochement franco-américain, après le voyage de Mitterrand aux USA, a été suivi par la présence de Reagan aux commémorations du débarquement en Normandie, et lorsque sans l'exemple technologique américain difficilement l'Europe serait au point au-delà duquel Jobert veut aller?

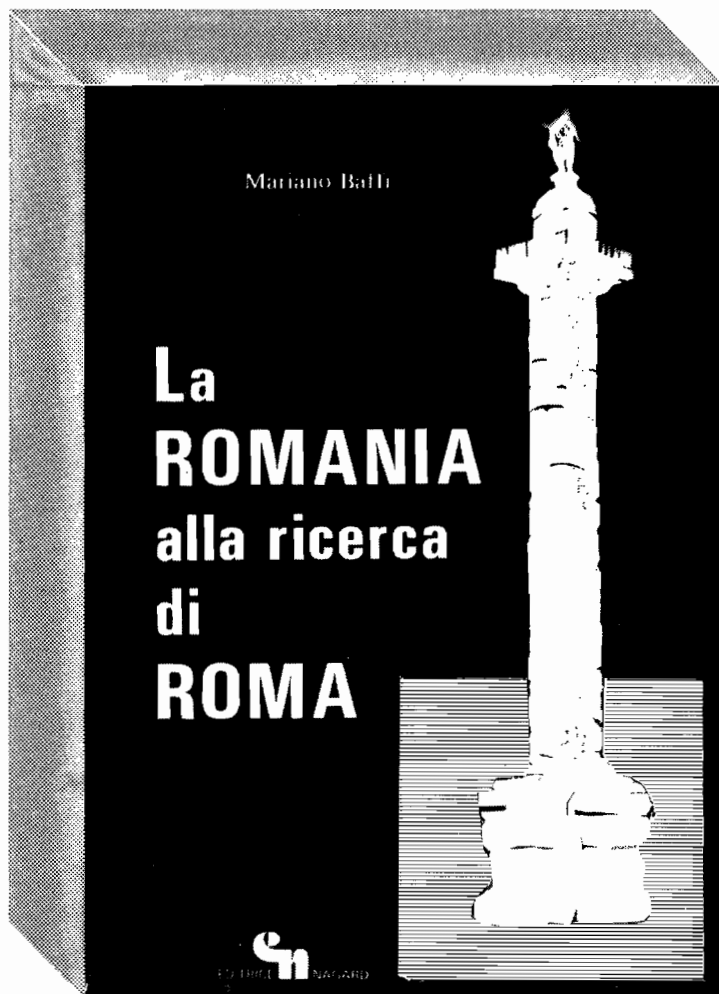
Et pourrait-il aller au-delà de ce point si rien n'avait été fait en Europe jusqu'à présent?

Après avoir fait partie des gouvernements des deux blocs opposés de la France, et s'en être ainsi considéré au-dessus, Jobert, avec cette Europe qu'il décrit, se considère-t-il aussi au-dessus des deux blocs mondiaux?

L.L.



LIVRES REÇUS



Mariano Baffi: LA ROMANIA ALLA RICERCA DI ROMA, Editions Nagard, Milan 1984, 275 pages.

Mariano Baffi, un spécialiste bien connu des problèmes roumains, a voulu rassembler quelques-uns de ses essais dans ce volume au titre particulièrement suggestif et dont la présentation typographique est très soignée. Il s'agit, en particulier, d'essais visant à mettre en lumière les rapports - surtout culturels - entre l'Italie et la Roumanie au cours des siècles.

Comme le dit l'auteur lui-même dans sa brève préface, «il s'agit d'essais parus dans plusieurs revues, de communications présentées lors de congrès internationaux et publiées dans les Actes de ces derniers, de discours tenus dans différents endroits et occasions».

Mariano Baffi s'occupe des rapports italo-roumains depuis désormais plus de quarante ans, c'est-à-dire depuis qu'il fut appelé à faire partie de la Mission culturelle italienne en Roumanie. Il a également dirigé dans ce pays les instituts de Culture de Brasov et d'Alba Iulia, ayant eu ainsi l'opportunité de connaître cette lointaine terre latine et d'étudier profondément les problèmes historiques et littéraires qui la caractérisent.

Le matériel recueilli dans ce volume est donc très varié. Ce livre prend le titre de l'essai introductif, où il a été fait ressortir *la longue étude et le grand amour* avec lesquels les spécialistes roumains ont toujours considéré Rome comme la ville qui a donné le nom, la langue et la civilisation à leur pays.

Il est particulièrement intéressant de lire les pages concernant les rapports que certains écrivains roumains - de Blaga à Calinescu, de Iorga à Cosbuc, à Alexandru Macedonski - ont eu avec l'Italie, ainsi que celles où est mise en évidence l'influence que certains auteurs italiens (de Vico à Croce) ont eu dans le développement de la pensée philosophique de la Roumanie moderne.

Les pages consacrées à des problèmes spécifiques sont également très intéressantes: l'importance que Leopardi attachait à la connaissance de la langue roumaine pour l'étude du latin vulgaire, ou la contribution de la diplomatie piémontaise dans le processus d'unification des Principautés danubiennes.

Les personnages et les oeuvres de la littérature italienne donnent vie, dans l'analyse de Nicola Iorga, à des pages qui constituent, à elles seules, une brève synthèse de l'histoire littéraire italienne, de Jacopone da Todi, à Gabriele d'Annunzio.

Mariano Baffi traite également le problème de la latinité de la langue et du peuple roumains, telle qu'elle a été reconnue et affirmée par les Humanistes italiens des XVe et XVIe siècles, et la reconstruction historique du passé de certaines régions - telles que la Bessarabie et la Transylvanie - qui ont gardé intact leur caractère latin, bien qu'elles aient vécu des moments tourmentés.

L'étude sur les origines et le caractère du peuple des Secui est, elle aussi, très approfondie. L'auteur rappelle, à ce propos, ce qu'a écrit, au XVe siècle, le Sicilien Pietro Ransano qui avance l'hypothèse que les Secui descendent des mercenaires siciliens qui s'installèrent sur ces terres à l'époque du retour des hordes hunniques dans leurs pays d'origine.

Nous signalons, donc, ce volume de Mariano Baffi aux spécialistes italiens et roumains qui pourront trouver dans ces pages la réponse à plusieurs problèmes, ainsi que l'idée pour de nouvelles recherches.



GRECE

Jean Goutsocheras: *Poésie pure et poésie engagée.*

Le poète Jean Goutsocheras a donné une oeuvre importante et féconde dont l'écho a largement dépassé les frontières de son pays: la Grèce. Elle est traduite en effet, dans diverses langues européennes - Français, Anglais, Italien, Allemand, entre autres - et même en Japonais.

Comme l'a très bien montré Gaston-Henry Aufrère - qui a traduit en français de nombreuses oeuvres du poète et lui a consacré une remarquable étude - sa poésie, si elle prend racine dans la terre grecque, y puise une sève généreuse, exprime l'homme de tous les pays et de tous les temps. Elle fait une place à la vie quotidienne, à l'amour sous toutes ses formes, aux problèmes humains - liberté, justice, fraternité - mais touche aussi au rêve, atteint les dimensions les plus élevées: valeurs spirituelles, essence. Poésie qui coule dans ses essais et son théâtre, comme dans ses recueils. S'imposant souvent, à travers les mythes grecs, elle atteint par une certaine résonance et un certain climat. Plus encore, peut-être, par ses rythmes que par ses images? Poésie élégiaque ou dramatique, épique ou philosophique. Mélodie d'un souffle de tendresse, orchestration du chant de la nature, silence et cri de la mer, clameur puissante en faveur de la personne humaine. Poésie pure, en particulier, dans «Nuits Grecques» ou «La marche des Lys»; accents métaphysiques dans «L'au-delà», courage et générosité dans «Hommes, pour les droits de l'Homme, levez-vous».

Sources créatrices et formes variées d'expression expliquent la diffusion de l'oeuvre et les hommages rendus au Poète, en Grèce, où l'on fête, cette année, le quarantième anniversaire de son entrée, en Poésie. Célébré également dans divers cercles littéraires belges. Et il avait obtenu, il y a quelques années, la Palme d'Or de Paris-Critique et de l'Académie internationale de Lutèce: Une thèse, en français, lui a d'autre part, été consacrée, et vient de paraître - à Athènes¹ - en grec, un imposant essai relatif à tout ce qu'il a écrit et fait.

Malgré le poids des années, le poète continue, avec la même ardeur et la même foi, son oeuvre littéraire et sa tâche d'homme.

Alain Gérard-Schritta

1.Par Cléopâtre Psaraki, sous la direction du Professeur Jacques Lecant, à l'Université de Paris.

AVIS AUX LECTEURS

Chère Lectrice, cher Lecteur,

Depuis longtemps nous vous envoyons mensuellement notre «BULLETIN EUROPEEN» parce que nous estimons que vous êtes intéressé aux grands problèmes qui doivent être encore résolus aux fins de la formation d'une Europe unie politiquement, élément indispensable pour un développement pacifique et civilisé du monde entier.

Pour avoir une confirmation de votre intérêt de continuer à recevoir le «Bulletin Européen», nous vous prions de bien vouloir nous expédier, dûment remplie, dans le plus bref délai possible, la carte postale y annexée.

Nous vous remercions sincèrement de votre aimable attention à notre demande.

«BULLETIN EUROPEEN»

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

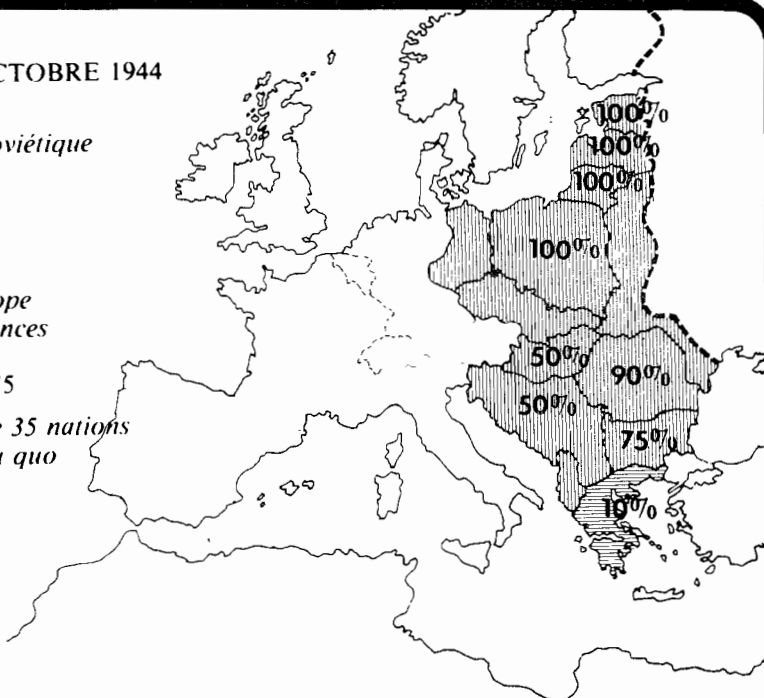
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
réconnaît le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>R. Cestelli:</i> Les «niet» de Moscou	1
<i>L. Bolis:</i> Pour une nouvelle culture de la paix	7
<i>E. Esenkova:</i> Le Français, langue commune pour l'Europe	9
Conseil de l'Europe: Les échanges Est-Ouest dans le domaine de la recherche	11
<i>L. Lucioli:</i> L'Europe selon Jobert	12
Livres reçus: <i>M. Baffi</i> , La Romania alla ricerca di Roma	16
<i>Jean Goutsocheras</i> , Poésie pure et poésie engagée	18
Avis aux lecteurs	19

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11